

LA RIPOSTE

Bulletin
de liaison
de l'ADDS-QM



Février 2011

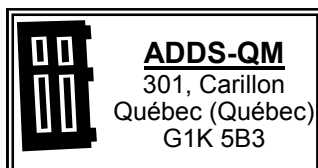
L'ADDS-QM (*Association pour la Défense des Droits Sociaux Québec Métro*) est un groupe de défense collective des droits des personnes sans emploi ou vivant une situation de pauvreté. En priorité, elle vise à regrouper et à défendre les droits des personnes assistées sociales dans une approche de conscientisation et d'éducation populaire.

APPAUVRIR, ÇA SUFFIT !



Sommaire

Récit d'une désobéissance civile par Marielle Bouchard	P.2
Rencontre ministérielle habituelle par Robert Roussel	P.3
Info-Loi par Christian Loupret	P.4
Naissance d'une coalition par Richard Doyon	P.5
Nouvelles de la militance par Véronique Salmon	P.6
Relevez le défi ! par Roxane Blanchet	P.7
Calendrier	P.8





RÉCIT D'UNE DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Par Marielle Bouchard

Le 23 novembre dernier, une manifestation nationale contre les hausses de tarifs et la privatisation des services publics a réuni, dans les rues de Montréal, 1500 personnes. Une action de blocage des bureaux d'Hydro-Québec est venue donner le ton au sérieux des revendications portées.

La désobéissance civile est le refus de se soumettre à une [loi](#), un règlement, une organisation ou un pouvoir jugé indigne par ceux qui le contestent.



La grisaille de novembre s'abat sur le Québec, mais elle n'effleure pas l'ardeur des militantEs présentEs ce jour-là. Il en est autrement des projets d'augmentation de tarifs et de privatisation de services de l'état québécois (santé, éducation, revenu Québec...).

C'est donc plus de 1500 citoyenNEs assuméEs qui prennent la rue ce jour là, avec conviction. La foule de militantes et de militants est bruyante. Elle ne demande rien... elle exige ! Les enjeux sont de taille. Le Québec tient à ses services publics. On ne laissera pas vendre nos acquis sans rien faire ! Dans le centre ville de la métropole, la marche se déplace au cœur du quartier des affaires. Les autorités sont sur leur garde étant donné que la destination finale a été gardée secrète. Un secteur du quartier a même été fermé en prévision de notre passage... mais pas le bon ! Le lieu était secret, mais la cible était claire ; le pouvoir en place et ses mesures régressives.

Puis, coup de théâtre. La manifestation bifurque de la voie prévue par les policiers, comme pour revenir sur ses pas et repasser devant l'édifice d'Hydro-Québec. Dès cet instant, des dizaines et des dizaines de personnes sortent de tous les coins et de toutes les ruelles pour s'emparer de ce symbole fort des hausses de tarifs qui saignent les plus pauvres pour enrichir les plus riches. En un instant, les trois immenses portes avant et les deux issues arrières se retrouvent bloquées par les militantEs, au coude à coude. Une partie de la foule décide spontanément de les rejoindre. Et bientôt, les grandes portes d'Hydro-Québec se retrouvent bondées. Un moment mémorable. Les gens reprennent avec ardeur le même slogan encore et encore :



« Le peuple uni, jamais ne sera vaincu ! »

Et nous en étions la preuve, à l'instant même. S'exprimait alors la solidarité d'une population qui refuse d'être méprisée.

L'édifice est donc assiégé. Une chaîne humaine devant toutes les portes empêche quiconque d'entrer. De « simples citoyenNEs » ont symboliquement pris le contrôle d'une institution gouvernementale. Celle-là même qui avait été nationalisée en 1963 dans le but, entre autre, de permettre d'uniformiser le coût de l'électricité, d'en réduire les frais pour l'ensemble des Québécoises et Québécois et d'être ensemble « maîtres chez-nous », et qui est aujourd'hui affairée à faire toujours plus de profit, à tout prix.

La manifestation est donc restée en appui au blocage, en scandant, en chantant, et même en dansant, jusqu'à ce que le blocage soit levé, après plus d'une heure.

Ce jour là, nous étions environ 1 500 personnes.

Ce jour là, en unissant nos voix, notre message a porté plus loin. Nos dirigeantEs font la sourde oreille et ne sont, de plus en plus, qu'au service du profit. La voix du peuple s'est exprimée. Nous n'attendrons pas les élections pour passer un message clair au Gouvernement.

Parce qu'il y a des terrains où les compromis font beaucoup plus de perdantEs que de gagnantEs !

« ... pour dénoncer et combattre l'injustice engendrée par la violation du droit, pour lutter contre l'injustice [d'une loi injuste], il est nécessaire de désobéir à la loi. Le «désobéissant» est un dissident, il n'est pas un délinquant. Il ne se désolidarise pas de la collectivité politique à laquelle il appartient : il ne refuse pas d'être solidaire, il refuse d'être complice. » Citation tirée du livre de Jean-Marie Muller intitulé *De la désobéissance civile*, publié en 2004.



Sortir dans la rue pour exprimer ses idées, c'est aussi se donner le droit d'exister ensemble. C'est quand les « petites gens » se mobilisent ensemble qu'on redevient un grand peuple.



RENCONTRE MINISTÉRIELLE HABITUELLE

Par Robert Roussel

Le 25 novembre dernier, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) a rencontré la nouvelle Ministre de l'emploi et de la solidarité sociale, madame Julie Boulet. Après quatre mois de silence face à notre demande de rencontre avec elle, l'annonce de notre manifestation du 18 novembre l'aura finalement convaincue de considérer notre demande. La délégation du FCPASQ était donc composée de Marie-Ève Duchesne et de Christiane Vallée de Rose du Nord, de Steven Ouellet de l'ADDS-RS, d'Amélie Châteauneuf du FCPASQ, ainsi que de Monique Toutant et de moi-même, Robert Roussel, de l'ADDS-QM. La rencontre a eu lieu à Québec, dans les bureaux du ministère.

Le FCPASQ a rencontré l'attaché politique de madame Boulet, le 18 novembre 2010, lorsque nous avons redéposé la pétition de 10 000 noms contre les catégories à l'aide sociale ainsi que ses 310 lettres d'appui. Pétition dont nous soulignons le premier anniversaire ce jour là. Nous avons profité de l'occasion pour lui remettre un agenda dans lequel était écrit ce qu'elle devrait avoir à l'agenda pour bien faire son travail de ministre, selon nous. Par exemple : « le 9 décembre : abolition des catégories, le 14 février : abolition de la notion de vie maritale, le 6 juin : enfin le dépôt d'un vrai plan de lutte à la pauvreté ».

Une semaine après cette action, nous rencontrons la Ministre. Nous lui avons présenté nos revendications, dont la fin des catégories à l'aide sociale et les difficultés liées à la vie maritale. Nous lui avons relu le communiqué de presse du 18 novembre 2009, lors de la première remise des pétitions revendiquant la fin des catégories. Elle essayait fort d'avoir l'air très à l'écoute, par contre tout semblait entrer dans une oreille pour sortir de l'autre. C'est avec beaucoup de diplomatie qu'elle n'a pas répondu à nos questions concernant la fin des catégories à l'aide sociale et les coupures de chèques liées à la vie maritale (être en couple). On sentait bien qu'elle n'était pas prête à changer d'idée. Elle n'était pas d'accord avec nos revendications et à faire bouger les choses. Il ne nous en faut pas plus pour hausser le ton... nous aussi, nous sommes prêts !

Julie Boulet poursuit le discours de Sam Hamad en ne jurant que par le retour à l'emploi. Chose que nous avons pressenti lors de notre action du 18 novembre en inaugurant avec ironie le « nouveau slogan » du ministère : « **Soyez pauvres et malades, mais en emploi !** ». Madame Boulet s'est permise de me dire qu'elle trouvait que j'avais l'air en forme et que je semblais avoir les capacités de retourner sur le marché du travail. Je lui ai dit : c'est plus difficile pour moi car je n'ai pas complété mon cinquième secondaire (niveaux régulier et adulte). Je n'ai pas réussi à compléter de diplômes d'études professionnelles et l'apprentissage pour moi a toujours été difficile, depuis mon enfance. J'ai dû arrêter de travailler parce que j'avais de gros maux de dos dus à un trop grand stress. Bref, j'ai dû me justifier encore une fois de ne pas correspondre aux préjugés qui sont la base de la loi d'aide aux personnes et aux familles.

J'ai trouvé la rencontre décevante. Julie Boulet semble vouloir davantage retourner les personnes sur le marché du travail, bien plus que d'améliorer leurs conditions de vie, sans tenir compte de leurs difficultés et de leurs besoins de base. Malgré le fait qu'elle nous ait « écouté », elle ne semble pas comprendre notre message. La lutte n'est pas finie, nous devons encore continuer de nous battre ! Car si on ne s'occupe pas des politiques injustes, ce sont elles qui s'occuperont de nous.



CHOI-FM (RADIO X, 98.1, Québec) Radio poubelle DUPONT le midi

J'ai décidé de laisser tomber mon info-loi ce mois-ci et de vous faire part d'une décision rendue par le Conseil canadien des normes de la radiotélévision. (CCNR) concernant une plainte faite par le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ).

Vous devez savoir que c'est une émission populaire qui traite de problèmes complexes de façon simple en essayant d'avoir raison et en disant la plupart du temps des demi-vérités. C'est une radio dite populiste.

Mais là ils ont dépassé les bornes. Ils inventent des scénarios dans le but évident d'abaisser les personnes assistées sociales (P.A.S.) et en plus de grossir démesurément leurs revenus. " C'est parce que ça doit être mille piasses de BS parce que la base, le BS c'est presque six cents piasses. Avec deux gamins, elle atteint mille ... " Faudrait lui dire qu'il n'y a pas d'enfants sur les programmes d'aide sociale.

En tout cas il continue et arrive à dire que si madame travaillait faudrait qu'elle gagne quatre mille deux cents bruts pour avoir le même revenu- " Pis si vous êtes une mère monoparentale pis que vous travaillez, j'ai envie de vous dire que vous êtes une conne. " (Dupont)

Un peu plus loin dans l'émission l'animateur se vante de faire son épicerie tôt le matin pour avoir les spéciaux à 50% des aliments qui vont passer date dans un jour ou deux, un peu plus il donnerait des recettes de comment faire à manger pour pas cher. Dans le fond, ils le font. Les animateurs de cette émission font tout leur possible pour discréditer les personnes assistées sociales. Je me demande quel bien ça peut leur faire?

CHOI-FM a été tenue de lire la décision pendant une heure de grande écoute et une autre fois pendant l'émission "Dupont le midi."

Cette décision disait, entre autres, que les renseignements donnés étaient inexacts et trompeurs.

Pour voir la décision au complet vous tapez sur Google: *CHOI-FM concernant Dupont le midi (organismes communautaires)*.

INFO-LOI



Par
Christian
Loupret



JOYEUX ANNIVERSAIRE À NOS MEMBRES

Janvier

Lisette Barrette
Marielle Bouchard
Lorraine Côté
Denise Caux
Ghislaine Dufresne



Annick Dumont
Alyre Giguère
Francyne Flamant
Linda Laprise
Diane Pouliot



NAISSANCE D'UNE COALITION CONTRE LE BUDGET BACHAND

Par Richard Doyon

L'ADDS-QM, avec les organismes membres du REPAC, ont adopté à l'Assemblée générale annuelle du REPAC le projet de création d'une Coalition régionale opposée à la privatisation et à la tarification des services publics. Suite à cette adoption, le REPAC a invité plusieurs organismes (groupes de femmes, d'étudiantEs, syndicats, organisations de citoyenNEs, groupes communautaires, populaires et de défense collective des droits, etc) pour une première rencontre de la coalition. Lors des premières réunions, nous avons parlé du dernier budget Bachand, des coupures dans les services publics et les programmes sociaux, du partenariat public-privé (PPP) et nous avons travaillé sur une déclaration de principes.



HALTE À CHAREST

Quarante-trois membres de la coalition (dont l'ADDS-QM) ont signé cette déclaration dans laquelle on affirme être contre les politiques néolibérales des différents gouvernements, tant provincial que fédéral. Une conférence de presse a été organisée le 13 décembre 2010 afin d'annoncer publiquement la création de la *Coalition régionale de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la privatisation et à la tarification des services publics*.

Aussi, la Coalition est fière de s'associer à la *Coalition nationale opposée à la tarification et à la privation des services publics*, ainsi qu'à l'*Alliance sociale*, pour participer à une manifestation nationale qui aura lieu à Montréal le 12 mars 2011. C'est un rendez-vous! Si vous désirez réserver une place dans un autobus, appelez à l'ADDS.

JOYEUX ANNIVERSAIRE À NOS MEMBRES

Février

Émile Babin
Joseph Dansereau
Colette Dubois
France Dulac
Annik Gagné-Laferrrière
Annik Gauthier
Ginette Gratton
Nathalie Nika Guay



Ronald Higgins
Jacques Lacroix
Yvan L'Archer
Caroline Lehouillier
Catherine Raymond
Réjean Thibault
Claudine Tremblay
Francine Turgeon
Lisa Verrault



NOUVELLES DE LA MILITANCE

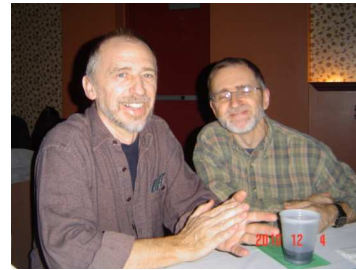
Par Véronique Salmon

Souper du Fonds de solidarité des groupes populaires de Québec

Le 4 décembre nous étions une vingtaine de militantEs de l'ADDS-QM à être alléEs manger un bon spaghetti au Centre l'Horizon à Limoilou. Plusieurs parmi nous se sont occupés du service et d'une partie de la vaisselle. Plus de 300 personnes étaient présentes ce soir là.

Occupation du bureau du ministre Laurent Lessard

Un militant de l'ADDS-QM a participé à l'action du FRAPRU le 9 décembre dans laquelle le bureau du Ministre Laurent Lessard a été occupé afin d'avoir un rendez-vous avec ce dernier. Le rendez-vous a été octroyé environ une heure plus tard. En même temps, deux autres occupations avaient lieu, à Montréal et à Thertford Mines.



Un 5 à 7 au bar l'Agité

Lors d'un 5 à 7 au bar l'Agité, cinq membres de l'ADDS-QM ont participé au lancement du 30e anniversaire du REPAC le 10 décembre. La moitié faisait partie de l'organisation.



Coalition régionale contre la tarification et la privatisation des services publics

Le 13 décembre, l'ADDS-QM était présente à la conférence de presse qui annonçait la création de cette coalition régionale.

Action du Bail

Le 14 décembre dernier, deux militantes de l'ADDS-QM ont participé à une manifestation du Bail devant la Régie du logement pour avoir un registre des baux.



Party de Noël du 301 Carillon

Le 16 décembre, environ une cinquantaine de membres de l'ADDS-QM ont participé au party de Noël du 301 Carillon. Plus d'une centaine de personnes étaient présentes. Nous avons mangé un repas traditionnel du temps des fêtes, fait des tirages de 8 paniers de Noël et des cadeaux provenant de différents commerces du quartier, écouté des chansons..... Bref, nous nous sommes bien amusés !



RELEVEZ LE DÉFI !

Par Roxane Blanchet

Le 1^{er} octobre 2010 se tenait au Centre Victor-Lelièvre une conférence de Riccardo Petrella sur le bien commun et le partage de l'eau. M. Petrella est un spécialiste italien de la politique et de l'économie, titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociales de l'université de Florence (Italie), et s'intéresse au sujet de l'eau depuis 20 ans. Mais pourquoi parler de bien commun et de partage de l'eau ? Voici quelques statistiques qui vous mettront la puce à l'oreille :

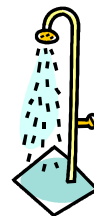
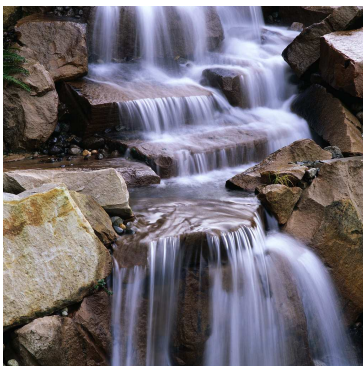
- Près de 400 millions d'humains sont desservis en eau par le privé. **Mais ...**
- Près de 3 milliards de gens ne disposent pas de toilettes et sont ainsi gravement exposés aux maladies relatives à l'eau, tout en polluant celle-ci.
- 2 milliards de gens n'ont simplement pas accès à une eau potable.
- La pollution générale des sols, rivières et mers progresse, ainsi que la désertification.

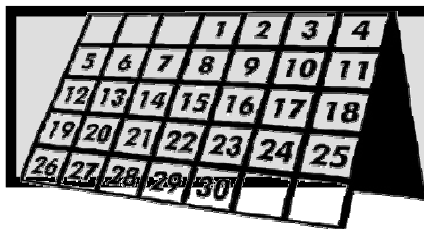
Le privé ne réussit pas à fournir la population mondiale en eau. C'est pourquoi Petrella parle de bien commun et de partage de l'eau. Selon lui, l'accès à l'eau comme droit humain et service public doit être reconnu, l'eau devant être considérée comme « bien public ». Cela engage aussi les citoyens à participer à la gestion du cycle de l'eau. Par exemple, si nous cessons de polluer nos lacs et nos rivières, nous contribuons au bien commun qu'est l'eau. De manière plus générale, il s'agit de s'informer et d'agir. Mais agir comment ? Selon Riccardo Petrella, il faut combattre le système. Chaque fois que nous sommes témoins d'un acte qui va contre le principe de bien commun, nous nous devons de le dénoncer et de faire des actions concrètes pour amorcer un changement.

Lors de sa conférence, Petrella disait que dans notre société actuelle, tout ce qui a de la valeur est ce qui produit de l'argent. Mais si nous désirons une société plus humaine et moins centrée sur l'argent, nous devons faire en sorte que dans notre société, ce qui a de la valeur est ce qui contribue au maintien des bonnes conditions de vie des êtres humains.

Pour conclure, j'aimerais faire un appel à tous. Le titre de cet article est « Relevez le défi ! ». Il se trouve également que le titre de la conférence de Riccardo Petrella était « Le bien commun et le partage de l'eau : deux défis d'humanité ». Je vous encourage donc fortement à relever ces deux défis. Je vous encourage à boycotter ce qui vous semble aller contre le principe de bien commun, à vous battre pour un système public et à être solidaires. En nous unissant, nous sommes plus forts ! Et comme le disait Petrella lui-même : « Les puissants ont peur des citoyens, pas des consommateurs. Il faut avoir des idées et il faut être des citoyens pour susciter l'espoir et créer des alternatives. Plus vous êtes citoyens, mieux c'est pour l'avenir de l'humanité. »

Le monde du partage devra remplacer le partage du monde. – Claude Lelouch





CALENDRIER

Février 2011

<i>LUNDI</i>	<i>MARDI</i>	<i>MERCREDI</i>	<i>JEUDI</i>	<i>VENDREDI</i>	<i>SAMEDI</i>
	1	2 9h30 Comité lutte	3 9h30 Comité finance	4	5
7	8 9h30 Comité accueil, recrutement et communication	9	10 13h30 Comité femme	11	12
14	15	16	17 5 à 7 Sur les réactions du gouvernement face aux revendications de la Coalition de la MMF	18	19 13H30 Manif pour avoir 50 000 nouveaux logements sociaux; devant le Manège militaire (parc Georges V)
21	22	23	24 9h30 Formation sur la loi d'aide sociale et le crédit d'impôt et de solidarité	25	26
28					

Voici ce que l'ADDS-QM vous offre

- ↓ Avez-vous des questions sans réponse ? Utilisez le **Dépannage téléphonique** au 525-4983.
- ↓ Vous avez des questions concernant l'aide sociale ? Nous vous invitons à l'**Atelier Droit aide sociale** (rencontres collectives d'information sur la loi de l'aide sociale). L'horaire des rencontres est disponible aux **locaux de l'Association** ou au 525-4983.